

---

## ARABES D'ORIENT ET D'AL ANDALUS: QUELQUES REMARQUES COMPARATIVES SUR LES DEUX "DJUNDS DE DAMAS"

PIERRE GUICHARD  
*Université Lumière-Lyon 2*  
CNRS-EHESS

Les auteurs arabes du Moyen Age se plaisent à comparer Grenade à Damas, sans doute en partie parce que lors de l'établissement des *djund*/s syriens en al-Andalus, dans l'année 743, c'est un contingent de guerriers arabes originaires du district militaire (*djund*) de la capitale syrienne qui fut installé dans la province ou *kûra* d'Elvira (Ilbîra), évêché et chef-lieu administratif d'origine romaine dont on sait qu'il perdura jusqu'à la fin du califat pour être abandonné au début du XI<sup>e</sup> siècle au profit du site tout proche de l'actuelle Grenade, qui remplaça alors Elvira dans la fonction de chef-lieu provincial. Les lointaines origines damascaines de la population arabe de la *kûra* justifiaient dès lors, aux yeux des auteurs du Moyen Age, que l'on qualifie, ainsi que le fait l'Andalou Al-Shaqundî (mort en 1231), la capitale de l'actuelle province andalouse de Grenade de "Damas d'al-Andalus", référence renforcée sans doute par la fertilité d'une *vega* comparable elle aussi, jusqu'à un certain point, à la célèbre Ghûta de la grande ville syrienne, toutes les deux dominées par une hauteur (le mont Qassioun d'une part, l'Alhambra d'autre part). Comparaison n'est sans doute pas raison, et l'on ne contestera pas le caractère assez superficiel du parallèle que l'on peut établir entre les deux villes. Des points de contacts peuvent cependant être trouvés, que me suggère une récente relecture attentive, pour les besoins d'une direction de thèse, de l'importante étude que mon collègue et ami lyonnais Thierry Bianquis a consacrée à l'histoire de Damas à l'époque fatimide (*Damas et la Syrie sous la domination fatimide*, 359-468/969-1076. *Essai d'interprétation de chroniques arabes médiévales*, Institut Français d'Etudes Arabes, Damas, 1986-1989). D'une façon plus générale, il n'est peut-être pas sans intérêt de pousser la comparaison un peu plus loin que ne le font les auteurs arabes et de se demander quelles pouvaient être les similitudes et les différences historiques entre ces deux capitales. On pourrait ainsi amorcer une

réflexion comparative, qui n'a pas souvent été menée, entre les réalités orientales et occidentales de l'Islam médiéval. Je ne ferai ici, bien évidemment, que proposer quelques réflexions, pour lesquelles, faute de temps, je ne donnerai pas toutes les justifications érudites qui serait nécessaires, et dont on excusera le caractère tantôt un peu scolaire, tantôt peut-être trop impressionniste, sur ce thème comparatif.

Puis-je ajouter une raison plus personnelle de me livrer à une telle comparaison entre Grenade et Damas? Des liens curieusement symétriques me relient à des institutions de l'une et de l'autre de ces anciennes capitales du monde musulman. C'est à l'Institut Français de Damas qu'a été publiée ma thèse sur *Les musulmans de Valence*, et l'Université de Grenade m'a fait l'honneur de rééditer en 1996 mon *Al-Andalus. Estructura antropológica de una sociedad islámica en Occidente*. Elle a aussi la même année co-organisé avec l'université de Valence une rencontre sur le thème *De la sociedad islámica a la feudal. Veinte años de al-Andalus*. A cette occasion Tomás Quesada s'était penché sur le problème de "La islamización de al-Andalus y la población indígena: las revueltas del siglo IX en la kûra de Djayyân", et nous avait invités à réfléchir sur les événements qui agitent l'actuelle Andalousie occidentale dans les dernières décennies de l'émirat omeyyade de Cordoue, entre 880 et 930 environ. J'espère que cette contribution s'intégrera sans trop de peine à l'hommage qui lui est fait.

Il faut, sans doute, bien préciser les moments auxquels il est possible de comparer Damas et Elvira/Grenade. Il est évident qu'il serait absurde de prétendre mettre en parallèle la capitale du califat omeyyade d'Orient avec le chef-lieu, sans doute de bien médiocre importance, d'un district d'al-Andalus à l'époque des premiers gouverneurs. Mais avec la chute des Omeyyades et la proclamation du califat abbasside en 750, la capitale syrienne perd beaucoup de son importance. Elle reste sans doute une grande ville, mais son influence politico-administrative s'affaiblit considérablement, ce qui correspondait à la volonté du gouvernement abbasside désireux d'amoindrir l'ancienne capitale califale. Elle n'est plus qu'un important chef-lieu provincial qui reste sans doute un centre notable de l'empire abbasside, mais n'exerce pas en principe d'autorité au-delà de l'une des circonscriptions administratives (les *djund/s* évoqués plus haut) syriennes qui sont, outre Damas, Homs, Kinnasrin, le Jourdain et la Palestine. Dans une liste des contributions levées dans les différentes provinces abbassides à l'époque du calife al-Ma'mûn (813-833), on constate que Kinnasrin et Damas envoyaient à Bagdad la même somme de 420.000 dinars, alors deux autres *djund/s* apparaissent respectivement pour 310.000 dinars en ce qui concerne la Palestine et 96.000 pour le Jourdain. Ces sommes étaient concentrées,

avant d'être envoyées à Bagdad, dans les capitales de chacun de ces districts. On peut donc constater que les quantités de monnaie que la perception de l'impôt faisait confluer à Damas n'avaient sans doute plus aucune commune mesure avec ce qu'elles avaient pu être à l'époque du califat omeyyade. Alep, chef-lieu du djund de Kinnasrin, centralisait autant d'argent que Damas. On possède pour la même époque le montant des impôts correspondant aux différentes provinces de l'émirat de Cordoue. La kûra d'Elvira est celle à laquelle correspond, d'assez loin, la plus forte somme, de 109.603 dinars, plus 42.000 provenant de taxes perçues sur les mines, soit un montant comparable à celui qui était prélevé dans la kura de Cordoue (120.000 dinars). Dans la kûra de Séville les impôts ne se montaient qu'à 35000 dinars, et dans celle de Shadhûna (Sidonia) 50000.

Les impôts que le fisc abbasside percevait dans le djund de Damas restaient sans doute, dans la première moitié du IX<sup>e</sup> siècle, trois à quatre fois plus importants que ceux que les émirs de Cordoue obtenaient de la kura d'Elvira. La différence est notable, mais les quantités ne sont pas disproportionnées. Les deux provinces étaient, pour leur part, assez comparables par leur étendue. Le djund de Damas s'étendait de Bosra jusqu'à une limite nord qui passait entre Damas et Homs, soit quelque 250 km du nord au sud, et une centaine de kilomètres de territoire utile d'est en ouest, où l'autorité de Damas s'étendait jusqu'à la côte, incluant Tripoli et Saïda. Le djund d'Elvira correspondait en gros aux actuelles provinces de Grenade et d'Almería, avec une façade maritime plus importante; cela correspondait à un territoire qui s'étendait d'ouest en est sur quelque 200 km et 50 à 100 du sud au nord. Là encore, la différence en étendue, en faveur de Damas, n'est pas considérable. Et l'on peut surtout penser que le tissu d'habitats ruraux et de bourgades, probablement sensiblement plus dense en Andalousie que dans une Syrie limitrophe du désert, rétablissait l'équilibre au profit d'Elvira. Le développement économique de l'Andalus dut progressivement faire pencher la balance dans l'autre sens, sans que l'on puisse malheureusement, je crois, disposer de chiffres qui permettraient le même type de comparaison des rentrées fiscales pour les époques postérieures.

Damas commence à recouvrer une part de son ancienne importance lorsqu'elle redevient la capitale administrative et surtout militaire de la Syrie à l'époque fatimide (969-1076); sous la dynastie seldjoukide dite Bouride, de 1104 à 1154, elle est à nouveau une capitale politique totalement autonome, mais son territoire est assez restreint, limité vers le nord par l'existence d'une autre principauté d'importance comparable, celle d'Alep, et vers l'ouest par les Etats croisés qui occupent toute la frange littorale. A l'époque Zenguide et ayyoubide, elle est redevenue une ville majeure, mais dans un Etat relati-

vement polycentrique, que le Caire domine de haut, mais où Mossoul à certains moments et surtout Alep sont aussi des centres importants. Après avoir souffert de l'invasion mongole de 1260, elle retombe, à l'époque mamlouke, au rang d'une ville provinciale d'importance secondaire. Elvira pour sa part n'est qu'une ville notable du califat de Cordoue, d'autant plus qu'à partir de la fin du IX<sup>e</sup> siècle la kûra voit, sur la côte, se développer l'ensemble de Péchina/Almería, qui connaît un essor extrêmement rapide. Au XI<sup>e</sup> siècle, Grenade qui s'est substituée à Elvira peu de temps après l'avènement de la dynastie ziride en 1013, et Almería où s'est constituée une taïfa indépendante, sont deux centres politiques autonomes d'importance comparable, exerçant leur pouvoir sur un espace relativement limité, qui n'atteignent sans doute pas à l'importance de Damas, mais constituent des villes princières qu'il n'est pas impensable de comparer aux deux capitales syriennes. A l'époque suivante, l'importance d'Almería, qui ne se remet pas de quelques années d'occupation castillane (1147-1157), est considérablement réduite, mais les chefs-lieux des provinces sont éclipsés en al-Andalus par le statut de véritable seconde capitale d'Etat que les califes almohades confèrent à Séville, où ils résident régulièrement.

C'est à partir du milieu du XIII<sup>e</sup> siècle, alors que Damas est en net déclin, que Grenade connaît au contraire son âge d'or, lorsqu'elle devient la capitale de l'Etat naşride. La concentration d'hommes et de richesses qui s'y produit alors l'amène à un niveau de développement démographique, économique, culturel et politique vraisemblablement supérieur à celui de Damas à la même époque. Si la ville ziride semble s'être étendue sur environ 75 ha, la Grenade naşride était beaucoup plus vaste. Lors de sa conquête par les Castillans, la ville *intra muros* s'étendait sur une superficie d'environ 170 ha, ce qui en faisait une cité sensiblement plus étendue que les plus grandes capitales provinciales des époques antérieures (Tolède dépassait à peine 100 ha, et Valence n'en avait pas 50), et la mettait presque au niveau de la Séville almohade, qui dépasse quelque peu les 200 ha. Cela en faisait l'une des capitales musulmanes les plus importantes de son époque; Alep et Damas, limitées dans leur extension et leur démographie par les possibilités d'alimentation en eau, ne dépassèrent guère 100 ha. Le voyageur égyptien ʿAbd al-Bâsit al-Malaṭī, qui visite Grenade en 1465-1466, considère que la ville a une enceinte aussi grande que celle de Damas, mais qu'elle est plus densément peuplée que cette dernière.

En fait, les populations des deux villes dans les derniers siècles du Moyen Age sont difficiles à évaluer. Torres Balbás évaluait celle de Grenade à une cinquantaine de milliers d'habitants, mais ce chiffre paraît bas. Si l'on suit les conclusions du groupe de travail sur les "mégalopoles" du monde musul-

man coordonné par Jean-Claude Garcin, on est conduit à proposer un chiffre sensiblement supérieur. Thierry Bianquis ne pense pas que Damas, ait jamais eu plus de 90.000 habitants aux époques de plus forte croissance, comme aux environs de 1.200. Mais il propose une densité de 700 habitants à l'hectare alors que Torres Balbás fondait ses calculs pour les villes d'al-Andalus sur une densité supposée deux fois moins forte, de l'ordre de 350. Les voyageurs chrétiens considèrent Grenade comme l'une des plus grandes villes d'Europe; et on peut lui supposer une population sensiblement plus importante que Damas au moment de sa plus grande extension. En 1311, des envoyés aragonais à la cour pontificale évaluent la population grenadine à 200.000 habitants, ce qui peut paraître excessif. Il ne semble cependant pas impossible que, grossie par l'afflux des musulmans fuyant la Reconquête des régions plus septentrionales, la ville ait dépassé, peut être sensiblement, la centaine de milliers d'habitants.

Un autre point sur lequel une comparaison pourrait s'exercer est celui de la structure urbaine. Damas, comme le note Thierry Bianquis, correspond à un modèle de ville musulmane fortement "accrochée" à un centre ancien. La grande mosquée, la citadelle, et les souks forment en un point de la ville un noyau central qui en est le "cœur" et qui n'a jamais changé au cours des siècles, l'ancien palais gouvernemental ayant semble-t-il occupé le même emplacement que la citadelle ayyûbide. Le Caire, ou encore davantage Bagdad, fournissent des exemples du modèle inverse, où le centre urbain ne cesse de se déplacer au gré des événements, éventuellement climatiques (crues du Tigre), mais surtout politiques (déplacements des centres successifs de Fustat-Le Caire, que chaque dynastie nouvelle dote d'un nouveau lieu du pouvoir autour duquel, chaque fois, se réorganise la ville). Grenade ne ressemble en rien à Damas, et se range plutôt dans le second type: issue dès son origine d'un changement complet et brutal lorsque les Zirides font déplacer la population d'Elvira vers le site actuel, elle s'organise ensuite autour de deux centres bien distincts géographiquement et topographiquement, la *qasaba* (dite ultérieurement *qadîma*, ancienne) où s'installe sur une hauteur, le pouvoir ziride, et la grande mosquée située en contrebas, à une périphérie de la ville opposée au centre politique, où se trouve aussi le centre commercial. Puis au bas Moyen Age les Nasrides édifient leur ville princière sur l'Alhambra selon un schéma urbain du bas Moyen Age que l'on retrouve à Fès, ou jusqu'à un certain point à Alep, bien plus qu'à Damas en dépit de l'importance accrue qu'y prend au bas Moyen Age la citadelle.

Les conflits que Tomás Quesada avait étudiés pour Jaén, affectent à la fin du IXème siècle et au début du Xème l'ensemble des cités d'al-Andalus,

et n'épargnent évidemment pas Grenade. Les chroniqueurs arabes en donnent des récits détaillés, dont les plus circonstanciés se trouvent dans le *Muqtabis* d'Ibn Hayyân. Les historiens et arabisants modernes se sont interrogés au sujet de ces événements, sans cependant toujours prêter à leur déroulement, jugé trop "événementiel" toute l'attention qu'il mérite peut-être. Il est difficile de déterminer exactement la nature des luttes qui déchirent à cette époque le tissu social d'al-Andalus. Manuel Acién a, dans un livre remarqué et discuté consacré à Ibn Hafsûn (*Entre el feudalismo y el Islam. 'Umar Ibn Ḥafṣûn en los historiadores, en las fuentes y en la historia*, Universidad de Jaén, 1994), a rejeté ou relégué au second plan les interprétations trop "ethnacistes" à ses yeux de ces conflits pour en donner une lecture essentiellement socio-économique et politique. Alors que, suivant les auteurs arabes médiévaux, la plupart des auteurs ont vu dans les affrontements entre muwallad/s et mozarabes autochtones, Arabes orientaux et éventuellement Berbères d'origine maghrébine le résultat d'une opposition entre groupes d'origine et de tradition différente, sans doute inégalement situés dans la hiérarchie socio-économique, mais affrontés aussi en raison des différences ethno-culturelles qui les séparaient, Acién met l'accent sur l'existence d'une classe de *señores de renta* héritiers des structures préféodales d'époque wisigothique. Cette aristocratie indigène réagirait violemment à la diminution des revenus qu'elle tirait de l'exploitation de la terre et des paysans, diminution provoquée à la fois par le renforcement de l'Etat islamique cordouan et l'extension de sa fiscalité à tous les secteurs du monde rural et par le déplacement vers les villes d'une partie de la population paysanne. Les mêmes facteurs, affermissement des structures du pouvoir central et développement des villes engendreraient par ailleurs des tensions parallèles dans les milieux tribaux, berbères et arabes.

La *fitna* de la fin du IX<sup>ème</sup> siècle est incontestablement un phénomène très complexe. Je ne pense pas que l'on puisse le réduire à des affrontements d'ordre strictement économique et social, même s'il faut sans doute tenir compte d'oppositions de cette ordre. Ibn Hawqal parle de révoltes de ruraux chrétiens, sur le caractère non arabisé desquels il insiste, fuyant les domaines qu'ils exploitaient pour le compte de possesseurs fonciers et se réfugiant sur des hauteurs dont il était très difficile de les déloger; il ne fournit pas d'indications sur les maîtres de ces domaines, mais ils appartenaient sans doute autant —ou d'avantage— à la classe dominante arabe qu'à une aristocratie de tradition wisigothique. Les chefs muwallad/s comme Ibn Marwân al-Djilliqî ou Ibn Ḥafṣûn cristallisent ces oppositions en rassemblant autour d'eux les mécontents et en exaltant leurs sentiments anti-arabes. Ces mouvements sont perceptibles très tôt. Un peu après 860,

le pouvoir de Cordoue avait établi à Daroca et Calatayud les Arabes Banû Tudjîb auxquels il avait confié la mission de lutter contre la puissance croissante des muwallads Banû Qasî. Les Tudjîbides étaient des Yéménites, alors que les Banû Qasî étaient considérés comme appartenant à la clientèle des Arabes du Nord ou Qaysites. Un passage d'al-'Udhri relatif aux conflits qui se déroulent dès lors dans la Marche supérieure a peu attiré l'attention: il indique qu'en 873-874 le chef muwallad Lubb b. Mûsâ, qui appartenait aux Banû Qasî, "fit un massacre des Arabes de Saragosse, de diverses tribus. Il les fit sortir en direction de Viguera et les tua en un endroit connu sous le nom de *Mardj al-'Arab*".

Au même moment, sous l'année 872-873, Ibn al-Athîr mentionne des conflits importants entre les Tolédans, très majoritairement muwallads, et les populations berbères qui vivaient dans les régions situées aux limites de la zone d'influence de la ville. Ibn al-Athîr parle même à cette occasion d'une véritable guerre tribale des Hawwâra, dominant l'actuelle région de Cuenca, contre Tolède. A la même époque, les troubles commencent dans la région de Mérida, avec une première révolte d'Ibn Marwân en 868; contraint de venir résider à Cordoue, il s'enfuit et se révolte à nouveau en 875 après s'être violemment heurté à un aristocrate arabe de l'entourage de l'émir. C'est alors qu'il établit à Badajoz, avec ses partisans, un centre de résistance non pas à l'Islam auquel lui et les siens restent rigoureusement fidèles, ni même au principe d'un pouvoir central cordouan qu'il reconnaît au moins temporaire et auquel il demande une aide "technique" pour édifier les constructions urbaines de la nouvelle cité, mais à la domination arabe, et aux clans berbères qui occupent les régions environnantes. En 878-879, d'après le *Bayân*, dans les provinces d'Algésiras, Sidonia et Málaga un conflit entre Arabes Mudarites (Qaysites) et Yéménites aurait déclenché les troubles en Andalousie. C'est dans ce climat de tensions multiformes, qu'il est difficile de qualifier autrement que d'"ethniques" au sens large, c'est à dire incluant des déterminants ethno-culturels, que se produit, à partir semble-t-il de 880, la révolte d'Ibn Hafsûn. En dépit de son indécision idéologique, celle-ci présente un certain caractère identitaire dont témoigne le retour ultérieur au christianisme. La généralisation de l'agitation en al-Andalus à cette époque fait penser aux révoltes très dures qui secouent l'Iran sous les premiers califes abbassides, à la fin du VIII<sup>ème</sup> et au début du IX<sup>ème</sup> siècle, même si le contenu idéologique des révoltes iraniennes et leur caractère identitaire sont incontestablement beaucoup plus marqués.

Dans mon *Al-Andalus*, j'avais attiré l'attention sur la dimension tribale de ces conflits, qui apparaît bien dans les faits qui viennent d'être évoqués. C'est un aspect des différences ethno-culturelles auxquelles Acién n'accorde

qu'une importance secondaire, ou dont il se méfie visiblement. Il faudra sans doute, pour une vision équilibrée des tensions socio-politiques qui affectent l'Andalus à cette époque, prendre en compte tous les aspects, consistance et rôle d'une classe dominante autochtone d'origine wisigothique, rapports d'ordre économique et social qui relient cette catégorie, mais aussi les dominants arabo-berbères- aux catégories paysannes et, je crois, déterminants d'un autre ordre, propres aux composantes non hispaniques de la population d'al-Andalus. Je voudrais revenir ici sur la question de la "tribalité". Il s'agit d'un facteur de structuration important des sociétés arabes du Moyen Age. Dans un texte excellent mais non publié, l'arabisante italienne Bruna Soravia insiste avec raison sur "la nécessité de définir les plans différents auxquels on peut parler du phénomène tribal. On ne peut pas parler d'un seul et même 'tribalisme' pour le monde arabo-musulman, qui ne tiendrait pas compte de l'évolution diachronique de ce phénomène, de sa diversité synchronique (le tribalisme berbère est évidemment différent du syrien, par exemple, de ses effets au niveau 'micro-social' (organisation de la famille, psychologie individuelle) et de ceux au niveau 'macro-social' (rapport de l'organisation tribale avec une structure étatique plus ou moins 'pyramidale'. Il me semble par contre que l'on a tendance à superposer aux aspects historiques et sociaux du phénomène tribal une dimension théorique et catégorisante, qui est celle du *'ilm al-nasab* et, plus généralement, de l'ancienne tradition arabo-islamique au sujet des tribus. Il convient donc de distinguer un tribalisme 'anthropologique', sans doute encore présent dans certaines aires du monde arabo-musulman, d'un tribalisme hautement 'symbolique', enraciné dans la tradition bédouine et lié à la formation de la *'arabiyya* (à ce lien du *nasab* avec langue et tradition orale il faudra ajouter, avec Ibn Hazm, les liens avec la religion —religion arabe, Muhammad étant qurayshite et hashimite— et avec l'autorité légitime, car le *nasab* garantit la succession des califes)".

Il me semble que la *kûra* d'Elvira d'une part, le *djund* de Damas d'autre part, pourraient être deux bons terrains d'étude comparatifs de la façon dont évolue, dans des milieux géographiquement, ethniquement, et politiquement différents, ce facteur sociologique et culturel très prégnant dans le monde arabe médiéval qu'est la tribalité. Dans le district de Damas et dans la ville même, de larges secteurs de la population sont arabes, et encadrés par le système tribal. La Ghûta est également abondamment peuplés d'Arabes; la ville semble être majoritairement qasyite, alors que d'importants groupes yéménites sont aussi implantés aux alentours. Il est difficile de savoir quelle est l'origine de bien des populations rurales, en particulier des régions céréalières du sud du district, la Batanée et le Hawrân. Mais à la lisière du



désert, et surtout dans cette dernière région, de très fortes tribus partiellement ou totalement nomades jouent à toute époque un rôle très important. La pression de ces tribus sur les zones sédentaires semble avoir été contenue, à l'époque omeyyade, par toute une série d'implantations dont la nature n'est pas très exactement connue, mais qui semblent avoir eu entre autres fonctions celle d'assurer le contact avec les tribus, sur lesquelles s'appuyait le régime, et de les contrôler politiquement, les fameux "châteaux du désert" des marges arides de Syrie et de Jordanie.

A l'époque abbasside, avec la disparition de la dynastie et l'affaiblissement politique de Damas, on assiste à une avancée du "front de nomadisme", dont témoigne l'abandon de la plupart de ces sites. D'importantes révoltes des tribus exclues de l'armée et privées de soldes et de butin se produisent. Ainsi, sous Harûn al-Rashid (786-809), voit-on les Qays semi-nomades du Hawran attaquer les paysans d'origine yéménite du sud-ouest de l'oasis de Damas. Les Yéménites sédentaires sont alors défendus non seulement par une tribu de petits nomades moutonniers de même origine, les Tayy, mais aussi par les Qays de la Ghûta et de la ville de Damas, celle-ci étant menacée dans ses approvisionnements par les déprédations des nomades. Thierry Bianquis note que cet épisode marque un tournant dans l'histoire des Arabes de Syrie: "Pour la première fois (dans ce pays) la solidarité de condition, qui rapprochait des sédentaires, l'emportait sur la solidarité du sang". La pression des nomades s'accroît autour de 900 avec le développement du mouvement carmate. De l'avis du même auteur, entre la fin de l'époque omeyyade et l'époque fatimide on assiste à une diminution du nombre, mais à une augmentation de l'importance des tribus arabes de Syrie, ce qui expliquerait le rôle qu'elles jouent au X<sup>e</sup> siècle. On pourrait prendre, entre autres exemples, celui de la tribu qaysite des 'Uqayl, qui semble s'être implantée dans le sud du djund à la faveur des troubles carmates. Elle prédomine dans la région au milieu du X<sup>e</sup> siècle. Selon les sources, 10.000 'Uqayl attaquent par exemple Damas en 962. Cette pression constante oblige à plusieurs reprises les citoyens à accepter comme gouverneurs des chefs tribaux. Ainsi l'Uqaylide Sâlih b. 'Umar que les Damascains reconnaissent comme gouverneur en 968. La même pression s'observe à la fin du siècle et au début du suivant avec de grandes tribus yéménites comme les Tayy et les Kalb. Ces grandes tribus jouent aussi un rôle politique très important jusqu'au début du XI<sup>e</sup> siècle. Les objectifs politiques de plus en plus affirmés de ces grandes formations tribales, dirigées par des chefferies héréditaires, font que les anciennes oppositions entre Qays et Yémen sont, comme chez les sédentaires, de moins en moins opérantes. Le point culminant de l'évolution est atteint à l'époque fatimide avec la formation d'une grande coalition de

deux tribus yéménites, les Tayy et les Kalb avec la tribu kaysite des Kilâb. Chacune de ces tribus ambitionne ouvertement de prendre le contrôle d'une ville de Syrie et de son *djund*: les Kilâb cherchent à s'emparer d'Alep, les Tayy de Ramla et les Kalb de Damas. Les seuls à parvenir durablement à leurs fins sont les Kilâb, qui placent au pouvoir à Alep la dynastie des Banû Mirdas (1024-1079).

Nous n'avons guère de moyens d'approcher quantitativement la composition ethnique de la population de la province ou *kûra* d'Ilbîra après la conquête arabe. Il serait absurde de penser que les éléments autochtones n'en constituaient pas la majorité démographique. Mais j'ai déjà plaidé souvent pour que l'on ne minimise pas à l'excès, ni quantitativement ni surtout qualitativement, l'importance des éléments arabes qui s'étaient implantés au VIII<sup>e</sup> siècle en al-Andalus, particulièrement dans les *kûra*/s méridionales, et pour que l'on prenne en compte leurs formes propres d'organisation. La *kûra* d'Ilbîra avait été constituée un peu avant le milieu du VIII<sup>e</sup> siècle, comme je l'ai rappelé dans l'introduction, en une *kûra mudjannada*, siège d'un *djund* (division militaire) dont les éléments étaient originaires de la circonscription militaire ou *djund* de Damas. Ce contingent arabe établi en 743 par le gouverneur Abû l-Khattâr était sans doute venu s'ajouter à un certain nombre d'Arabes déjà établis à Ilbîra depuis la conquête, ceux que l'on appelait les *baladi*/s, c'est à dire "ceux du pays" par opposition aux "étrangers" qu'étaient les Syriens. Il semble que ces derniers appartenaienent plutôt aux tribus dites "qaysites" ou "Arabes du nord", alors que les *baladi*/s étaient en majorité des "Yéménites". Le prince omeyyade ʿAbd al-Rahmân, le futur émir ʿAbd al-Rahmân I<sup>er</sup>, s'appuie sur ceux-ci pour chasser du pouvoir le gouverneur Yûsuf al-Fihri qui était soutenu par les Qaysites. Le nombre total des guerriers établis dans la *kûra* était relativement important; dans une liste que donne le *Bayân al-Mughrib* des contingents levés pour une expédition dans le nord en 863, celui que fournit Elvira, qui se monte à 2.900 cavaliers est le plus nombreux après celui de Shadhûna (Sidonia), qui fournirait le chiffre étonnamment élevé de 6.790 cavaliers, mais devant ceux de Jaén et de Rayyo (Málaga), ceux de Séville et de Cordoue ne figurant pas dans cette énumération. Ce chiffre, qui paraît assez fiable, doit ne correspondre qu'à une partie des hommes mobilisables, qui, compte tenu du système militaire omeyyade, à base tribale, devaient encore à cette époque être très majoritairement ou même exclusivement des Arabes. C'est dire que ces derniers, qui constituaient à cette époque l'élément socialement et politiquement dominant dans la province, n'étaient pas quantité négligeable, même s'ils n'avaient évidemment rien à voir numériquement avec les populations arabes de Syrie.

J'avais répertorié, dans mon Al-Andalus, une trentaine de groupes tribaux établis dans la province d'Elvira. La source que l'on utilise généralement pour attester de la présence de tel ou tel groupe tribal arabe en al-Andalus est la *Djamharat* d'Ibn Hazm, très important traité de généalogie, qui indique non seulement des lignages arabes urbains, mais aussi assez souvent des localisations rurales. Il signale par exemple une implantation ancienne de Tayy', un groupe yéménite, aux extrêmes limites orientales de la kura, à Tijola. Ibn Hazm est cependant très loin d'indiquer tous les groupes tribaux implantés en al-Andalus depuis la conquête. Il ne mentionne pas, par exemple, les Yahsub, qui avaient pourtant donné leur nom à la localité de Qal'at Yahsub (Alcalá la Real). En revanche il signale dans la même localité une autre tribu, les Ans. En faisaient partie les Banū Sa'īd, et grâce à Ibn Sa'īd, auteur du XIII<sup>e</sup> siècle qui en descendait, on peut établir la généalogie au moins partielle de cette lignée sur plus de six siècles. Les Yahsub et les Ans sont Yéménites comme l'étaient les 'Udhra établis sur la côte à Dalias sur lesquels Al-'Udhri, auteur du XI<sup>e</sup> siècle qui appartenait à leur descendance, donne quelques indications. Les uns et les autres participèrent aux multiples révoltes que les Yéménites menèrent contre le premier souverain omeyyade qu'ils avaient très vite regretté d'avoir aidé à accéder au pouvoir.

Les informations manquent ensuite presque complètement, mais on peut déduire de quelques mentions éparses dans les sources arabes, très pauvres pour cette époque, qu'en al-Andalus les anciens antagonismes tribaux ne s'étaient pas totalement éteints avec la fin des grandes révoltes yéménites du VIII<sup>e</sup> siècle. Une dernière "guerre tribale" entre Qaysites et Yéménites eut lieu à Tudmir au début du IX<sup>e</sup> siècle, et l'on a dit plus haut que la fitna de la fin du même siècle aurait débuté en Andalousie par un conflit du même genre. A Baza, à Guadix, à Qal'at Yahsub, sur les points de la côte déjà cités et en d'autres endroits de la province, les Arabes constituent dans les dernières décennies du IX<sup>e</sup> siècle des groupes parfaitement identifiables, sans doute numériquement bien moins nombreux que les autochtones, mais protégés dans leur spécificité par leur statut militaire. Alors qu'en Syrie, comme dans l'ensemble de l'empire abbasside, les Arabes sédentarisés ne jouent plus guère de rôle militaire, il n'en va pas de même en al-Andalus où, on le sait, jusqu'à la réforme d'al-Mansûr au moins, se conserve la tradition omeyyade d'une armée constituée fondamentalement par les djund/s arabes. A Elvira même, grâce au *Muqtabis* d'bn Hayyân et à la *Hulla* d'Ibn al-Abbâr, largement utilisés par Dozy et Lévi-Provençal on peut suivre avec assez de détail le rôle de cet élément militaire arabe. A plusieurs reprises ces *djundî/s* arabes, en guerre contre les Muwallads numériquement majoritaires dans la cité, se retranchent sur la hauteur où se trouve actuellement

l'Alhambra. Avec l'aide des autres Arabes du djund éparpillés dans la kûra, ils sont cependant assez solidaires, efficaces, mais aussi sans doute suffisamment nombreux, pour s'imposer militairement dans les conflits avec les muwallads et avec le pouvoir qui se déchaînent dans les deux dernières décennies du IX<sup>e</sup> siècle. On a la chance de conserver, insérés dans le *Muqtabis*, toute une série de poèmes où est exaltée l'union des Arabes yéménites et qaysites dans ces conflits.

Ces Arabes d'Elvira eurent successivement, durant cette période de 883 ou 84 à 897, deux chefs qaysites, Sawwar b. Hamdûn al-Muhâribî et Sa'îd b. Djawdî al-Sa'dî, des Sa'd de Hawazîn, qui représentent deux aspects de la personnalité arabe dans l'Andalus des deux premiers siècles de l'islamisation, le premier bon guerrier et bon poète selon les idéaux de l'ancienne aristocratie tribale, que ses capacités militaires et les circonstances promurent au premier plan, le second issu d'un lignage déjà plus policé et, semble-t-il, urbanisé (son grand père avait été chef de la police de l'émir al-Hakam et cadi d'Elvira). On sait très mal ce qui se passe après la disparition du second de ces chefs. Un autre personnage, Muhammad b. Adhâ b. 'Abd al-Latif b. Khâlid b. Yazîd b. al-Shimr al-Hamdânî, semble avoir exercé ensuite une certaine prépondérance sur les Arabes d'Elvira (*qâma bi-amr al-'arab*). Les Hamdân, qui étaient des Yéménites, semblent avoir donné leur nom à la localité d'Alhendín, proche de Grenade. La généalogie de ce personnage est donnée dans le *Muqtabis* et dans la *Hulla* d'Ibn al-Abbâr. Les deux sources lui attribuent la "seigneurie" du *hisn* d'Alhama". Son ancêtre Khâlid b. Yazîd avait été surnommé l'"étranger" (*al-Gharîb*) pour avoir été, lors de l'établissement du djund de Damas, le premier Syrien né dans la province d'Elvira. Ibn al-Abbâr dit que ses descendants jouirent d'une haute position à Grenade. On connaît surtout le cadi 'Alî b. 'Umar b. Adhâ qui prit quelque temps le pouvoir à Almería lors de la crise post-almoravide.

On possède aussi, grâce à Al-Himyarî, quelques données sur l'implantation, assez importante semble-t-il, et dont Ibn Hazm ne dit rien, d'un groupe de Yéménites Qudâ'ites, les Banû Sirâdj, dans la région de Péchina, pour assurer, près de l'embouchure de l'Andarax, la défense de la côte contre de possibles incursions normandes. Du fait de leur installation, le district de Péchina avait reçu, toujours d'après al-Himyarî, le nom de Ursh al-Yaman ("dotation des Yéménites"). Le district rural situé immédiatement à l'ouest, dans la même vallée de l'Andarax, portait, d'après Ibn al-Khatîb, le nom de Ursh Qays; la localité principale en était Marchena. On trouvait donc juxtaposés dans la basse vallée de l'Andarax des clans ou lignages arabes appartenant aux deux groupes traditionnellement antagonistes de Qays et de Yémen. Ainsi qu'on l'a dit, les affrontements entre Arabes et Muwallads qui se

déroulent à la fin du IX<sup>e</sup> siècle amenèrent un effacement des anciens clivages; ainsi voit-on en 889-890 le chef qaysite des arabes d'Elvira, Sawwar b. Hamdûn al-Muhâribî, se porter au secours des Yéménites de Pechina (dits à cette occasion Ghassânites, ce qui suppose l'existence de groupes d'une autre origine que les Banû Sirâdj, les Ghassân n'appartenant pas comme ces deniers à l'ensemble des Quda'a). Ces Ghassanites, dont la famille dominante était les Banû Aswad, s'estimaient opprimés par les *Bahriyyûn*, groupe de marins sans doute à la fois pirates et commerçants, qui s'étaient installés une vingtaine d'années auparavant à Pechina et avaient progressivement pris le contrôle politique de la région côtière en y installant une sorte de "république marchande" pratiquement indépendante.

Les Arabes yéménites de Pechina se laissèrent cependant circonvenir par les Bahriyyûn qui, craignant la venue des Arabes de Sawwar, leur avaient proposé la paix, et ils s'entremirent pour obtenir le retrait de ces derniers. Quelque temps plus tard, l'opposition entre ces Ghassanites et les Bahriyyûn étant réapparue les Arabes d'Elvira, avec à leur tête un nouveau chef, Sa'îd b. Djawdî, vinrent à nouveau attaquer Pechina, mais sans résultats. La "république marchande", sous une reconnaissance formelle de la souveraineté d'un pouvoir omeyyade cordouan affaibli, continua à prospérer et l'on n'a pas d'informations à son sujet jusqu'en 915. Cette année là ont lieu des événements assez confus. Les agissements abusifs de leur gouverneur, Mas'ud b. 'Alî, personnage qui semble originaire d'Elvira mais dont on ne sait rien, conduisent les Bahriyyûn à demander sa destitution à l'émir. Des luttes confuses ont alors lieu à Pechina, dans lesquelles jouent un rôle des Banû Târiq de Marchena, vraisemblablement des Arabes Qaysites prédominants dans ce district (à l'époque de l'émir 'Abd Allâh, le *Muqtabis* mentionne, parmi les localités qui dépendent de Pechina, un Hisn Banî Târiq; la toponymie des localités situées dans le voisinage immédiat du site castral de Marchena présente par ailleurs curieusement un Bentarique et un Terque qui pourraient conserver le lointain souvenir de ce groupe familial). Finalement, les habitants de Pechina s'accordent sur un gouverneur dont on ne connaît que le nom: 'Abd al-Rahmân b. Mutarrif b. 'Abd al-Rahmân b. Asbagh al-Tâ'yyî. Il s'agit donc d'un arabe portant la *nisba* de la tribu de Tayy; peut-être des Tayy qu'Ibn Hazm dit être établis à Tijola? Ils en demandent la confirmation à l'émir qui la leur accorde aussitôt. Le calme ne dut revenir que progressivement dans la région: en 922, lors de la campagne de Monterrubio, où 'Abd al-Rahmân III vient détruire le refuge fortifié de dissidents chrétiens de ce nom, situé sur une hauteur non identifiée qui dominait la route de Pechina à Elvira, et qui empoisonnait la vie de la région par ses brigandages, l'émir obtient la soumission d'un "seigneur" de Marchena dont le nom, Abû l-

Hakam, ne permet guère de déterminer l'origine, et celle des Bahriyûn de Pechina, auxquels on confirme sauvegarde et garanties fiscales. Il nomme un nouveau gouverneur dans les deux localités. Celui de Pechina est un Arabe appartenant à une famille de Cordoue qui revendiquait son appartenance à la tribu des Dhû Asbah (il porte la *nisba* de *al-Asbahî*).

Les Arabes d'Elvira s'étaient, quant à eux, soumis officiellement et presque sans réticence dès le début du règne de 'Abd al-Rahmân III. Arrivé au pouvoir en octobre 912, celui-ci, après avoir assuré le contrôle gouvernemental sur les centres urbains les plus proches de Cordoue (Ecija), et les zones montagneuses situées au nord de la capitale (Sierra de Almaden, Caracuel), désireux de commencer à rétablir l'ordre en Andalousie orientale, avait dès février 913 adressé un ordre de mobilisation aux gouverneurs des provinces. Selon le *Muqtabis*, la première réponse "fut celle des gens (*ahl*) du *djund* de Damas, c'est à dire de la kûra d'Elvira, qui s'empressèrent de venir à la porte de son palais et de se mettre au service du calife, délaissant pour lui leurs *husûn* (châteaux) et leurs *ma'aqil* (refuges) inexpugnables, sans demander de sauvegarde ni prendre de garantie. La cause de leur soumission fut l'intervention de leur cadî Muhammad b. 'Abd al-Khâliq al-Ghassânî, et ses avertissements et conseils, car il était écouté d'eux et l'on ne divergeait pas de ses avis". L'émir leur confirma les *husûn* qu'ils avaient en leur possession, et désigna deux d'entre eux comme chefs des deux djunds de Damas et de Jaén. Les mentions que l'on trouve par la suite des Arabes du djund d'Elvira montrent que les contingents arabes continuèrent, au cours des années suivantes, à faire normalement partie des armées mobilisées pour les nombreuses campagnes de pacification du pays menées par 'Abd al-Rahmân III. Ainsi dès l'année suivante, au printemps de 914, l'émir part à nouveau en campagne après avoir "attaché les étendards des deux djunds d'Emèse (Séville-Niebla), des deux de Damas et des deux de Qinnasrîn (Jaén)".

Les Arabes d'Elvira disparaissent ensuite du devant de la scène en tant que corps organisé. Avec le calme politique du califat, ils n'ont plus de raison d'apparaître comme éléments rebelles de la même façon que durant la première *fitna*. On a déjà dit plus haut que les anciens *djund*/s continuèrent en principe à former l'une des bases de l'armée du califat de Cordoue jusqu'aux réformes militaires d'Al-Mansûr, qui sont d'ailleurs très mal connues. Le système militaire lui-même dut donc favoriser jusque vers la fin du X<sup>e</sup> siècle, la conservation des Arabes comme un élément spécifique, aristocratique, de la population. Dans les villes en tout cas, les *nisba*/s arabes dont se parent dans leur majorité les savants que nous font connaître les dictionnaires biographiques d'al-Andalus, et les généalogies que revendiquent certains

d'entre eux, en nombre sans doute moindre, montrent une incontestable valorisation d'une origine arabe authentique ou revendiquée. On passe alors, de toute évidence, du tribalisme effectif, dont il subsiste des traces dans les lignages arabes de la fin du IX<sup>e</sup> siècle, au tribalisme "symbolique" évoqué plus haut d'après Bruna Soravia. Dans leur ouvrage classique sur la civilisation islamique, Jeanine et Dominique Sourdel mettent bien en évidence cette importance de l'héritage arabe dans la culture de référence qui s'est élaborée à l'époque abbasside: "par un curieux paradoxe, écrivent-ils, ou plutôt grâce à l'influence dominante d'un 'arabisme' qui avait été véhiculé par l'Islam lui-même... ce triple objet de crainte, de mépris et de raillerie qu'était alors l'homme du désert ne cessa de jouir d'un réel prestige en milieu abbasside. La gloire lointaine dont il était paré dans le souvenir des lettrés et chroniqueurs venit s'allier à la rigueur de ses propres prétentions en matière de pureté de langue et de généalogie. Le sentiment d'une noblesse antérieure à la religion musulmane était là pour justifier sa fierté, critiquée parfois, mais enviée aussi dès qu'on voyait en lui l'héritier de tout un patrimoine de récits légendaires qui constituaient le fond commun de la poésie arabe aussi bien que le matériel nécessaire à la compréhension de la langue du Coran. Le fait d'une ascendance bédouine plus ou moins justifiée ne restait-il d'ailleurs pas le privilège dont aimaient à se parer les plus aristocratiques personnages..?". Un auteur comme Patricia Crone est allée jusqu'à écrire à propos de ce "bédouinisme culturel" que "les Arabes 'sont les seuls conquérants tribaux ayant réussi à restructurer les traditions de peuples hautement civilisés autour de leur héritage tribal'".

Les auteurs anglo-saxons ont d'autre part insisté avec raison sur le fait que dans les centres urbains du Proche-Orient, s'était produite à l'époque abbasside une forte distanciation entre les classes urbaines influencées par des ulémas arabes issus de l'ancien milieu tribal et véhiculant ses valeurs traditionnelles en même temps que les valeurs nouvelles de l'Islam, et les élites politiques, conduisant à l'étonnante dichotomie que l'on observe partout dans le monde arabe entre des "bourgeoisies" totalement dépossédées du pouvoir politique, et des élites dirigeantes militaires. C'est seulement lorsque des dynasties issues de groupes nomades et appuyés sur ces derniers parviennent à s'emparer du pouvoir que se rétablit un pouvoir arabe, comme dans le cas, évoqué plus haut, des Mirdasides qui s'assurent le gouvernement à Alep au XI<sup>e</sup> siècle. L'Andalus, imprégnée de tradition omeyyade, donc préabbasside, où les élites arabes relativement urbanisées conservent une tradition militaire jusqu'à l'époque amiride, présente sans doute une variante particulière de ce schéma général. La réforme d'Al-Mansûr elle-même ne fit pas disparaître tous les éléments militaires arabes, qui se conservèrent dans

les marches: ainsi les Tudjibides de Saragosse, famille appartenant à cette aristocratie militaire, sont-ils à même de s'emparer du pouvoir dans cette ville lors de la crise du califat pour fonder une brève dynastie. A Séville et dans d'autres villes de l'ouest d'al-Andalus, ce sont, on le sait des dynasties arabes également, mais issues de familles qui exerçaient des charges civiles, et particulièrement la fonction de *cadi*, qui purent prendre le pouvoir et s'y maintenir à l'époque des *taifas*. Mais là où d'autres éléments ethniques, même assez peu nombreux, détenaient la force armée, qu'il s'agisse de *Saqâliba* ou de Berbères maghrébins, on ne constate pas d'action autonome des bourgeoisies ou des aristocraties autochtones pour tenter d'exercer l'autorité politique pour leur propre compte, ou pour s'opposer à l'accession au pouvoir des militaires.

En Orient, c'est seulement dans un petit nombre de villes, les ports de la côte syrienne en particulier, que s'organisent un peu avant les croisades, de façon d'ailleurs peu durable, des régimes politiques dont la direction est assurée par des éléments issus des élites civiles locales. Alors que les agitations urbaines du X<sup>e</sup> siècle, comme à Antioche où la ville s'était soulevée contre les Hamdanides entre 963 et 966, avaient été réprimées et n'avaient pas débouché sur l'établissement de régimes durables, à Tyr et de Tripoli, comme à Séville au début des *taifas*, mais plus tard, dans les dernières décennies du XI<sup>e</sup> siècle, le *cadi* de la cité s'empare du pouvoir et fonde une petite dynastie, qui semble avoir représenté les intérêts de la bourgeoisie urbaine locale. Ailleurs, et en particulier à Damas, la situation est, au X<sup>e</sup> et au début du XI<sup>e</sup> siècle, beaucoup plus complexe. Les notables de la ville, les *shuyûkh*, n'ambitionnent pas de s'emparer du pouvoir, même s'ils cherchent à agir indirectement sur lui. Ils doivent compter dans la ville avec la turbulence des éléments populaires, les *ahdâth*, qui s'organisent en véritables milices, et hors de la ville avec les ambitions des différents pouvoirs dynastiques qui cherchent à s'imposer à cette dernière, ceux des Hamdanides, des Bouyides, des Ikhshidides, puis surtout celui des Fatimides. Hors de la ville aussi, comme on l'a vu, joue un rôle important la présence dans le djund et à ses limites de grandes tribus arabes nomades et semi-nomades dont les chefs ne sont pas non plus sans ambitions. Des chefs militaires qui sont parvenus à se doter d'une certaine indépendance interviennent enfin dans ce jeu complexe et tentent à plusieurs reprises d'agir pour leur propre compte.

L'histoire de la ville est, dès lors, extrêmement agitée et complexe. En 968, les Damascains se révoltent contre le gouverneur mis en place par le régime kafouride du Caire (successeur immédiat et prolongement des Ikhshidides). C'est alors qu'ils donnent, comme on l'a dit plus haut, le gouvernement de leur cité à un chef arabe de la grande tribu qaysite des 'Uqayl,



qu'ils pensent susceptibles de les protéger de la menace permanente des Carmates. Mais l'année suivante, la ville doit se soumettre aux Fatimides qui, depuis le Caire qu'ils viennent de conquérir, étendent leur autorité à la Syrie du nord. C'est un général maghrébin, Dja'far b. Falâh al-Kutâmî, avec une armée berbère, qui obtient non sans peine la reddition de la ville et s'y établit comme gouverneur militaire. Les militaires maghrébins, du fait de l'important contingent qu'ils représentent dans la ville, vont dès lors jouer à plusieurs reprises un rôle très important jusqu'à la conquête de Damas par les Seldjoukides. Après 969, l'histoire de la ville est confuse et mal connue, marquée par une attaque carmate, puis par les efforts fatimides, par troupes maghrébines interposées, pour en reprendre le contrôle, les *ahdâth* s'opposant aux Maghrébins et les notables ne sachant trop quel parti prendre. Finalement, ces derniers soucieux de se protéger de la turbulence des *ahdâth* invitent en 975 un général turc Alp Takîn, qui, évincé du domaine bouyide, était venu tenter sa chance en Syrie, à se charger du gouvernement de leur ville. Venu comme une sorte de "médiateur", Alp Takîn est tué par trahison en 978 en tentant de défendre la Syrie contre une grande expédition de reconquête fatimide. Damas est ensuite au pouvoir du chef des *ahdâth*, Qassam, jusqu'en 983, date où les Fatimides y rétablissent leur autorité. Mais ils y reconnaissent comme gouverneur un général turc jusque là au service des Hamdanides, Bakdjûr, qui, trop indépendant, est chassé par une nouvelle intervention fatimide en 988. C'est un eunuque slave Munîr, qui est alors chargé de gouverner la ville, puis, à son tour accusé de trahison, remplacé en 991 par un chef turc au service des Fatimides du nom de Mandjû Takîn, venu avec une forte armée maghrébine. Il gouverne Damas avec le titre d'*Amîr al-djuyûsh*, "prince des armées". Sous le calife Al-Hâkim, les Maghrébins qui avaient été écartés des hauts postes sous le règne précédent reviennent pendant quelque temps au premier plan et on envoie à nouveau comme gouverneur de Damas un Kutâmite, Salmân b. Dja'far, fils de Dja'far b. Falah, avec de nouveaux contingents maghrébins. Il ne se maintient dans la ville que quelques mois de 997 (août-décembre), et en est chassé par une émeute des soldats orientaux et des *ahdâth*.

La période qui suit est caractérisée par une succession aussi rapide des gouverneurs, et par le calme apparent de la ville. Le Caire, bien que les Maghrébins y soient repassés au second plan, envoie pour le remplacer Djaysh b. Samsâma, un autre chef berbère. Il réussit par trahison à éliminer physiquement les chefs des *ahdâth* et fait ensuite massacrer bon nombre de leurs hommes, ce qui va permettre de rétablir assez durablement l'ordre intérieur. Mais il ne reste que neuf mois en poste, étant mort de maladie à l'issue de ce temps, et est remplacé par un général fatimide, mort à son tour de mort

naturelle en 1.000. On nomma à sa place encore un kutâmite ʿAlî b. Djaʿfar b. Falâh, autre membre de la puissante famille berbère du gouverneur mis en place en 969. Il est à la fois gouverneur de Damas et de toute la Syrie, mais le calife Al-Hakim, ne souhaitant pas laisser un gouverneur s'enraciner, en nomme successivement une douzaine dans les années 1002-1011. Parmi eux on trouve en 1003 un autre général maghrébin et en 1008 le même ʿAlî b. Djaʿfar. C'est à partir de cette époque, semble-t-il, qu'après la présence discontinue de gouverneurs portant un *laqab* de type "militaire" (*amîr al-djuyûsh* pour Mandjû Takîn en 991 ainsi qu'on l'a vu, puis *amîr al-djaysh* pour Hamid b. Mulhim en 1009), on voit accéder au gouvernement de la ville des personnages investis d'un *laqab* "de souveraineté" du type *Muntadhib al-Dawla* (Lu'lu' al-Bisharâwî en janvier 1011), *Wadîh al-Dawla* (le prince hamdanide Abû l-Mutâc Dhû l-Qarnayn b. Nâsir al-Dawla b. Hamdân qui est envoyé pour le destituer et lui succéder au mois d'août de la même année); appelé à d'autres fonctions, ce dernier est remplacé par décembre 1011 par Muhammad b. Nazzâl, un fonctionnaire kutâmite de haut rang, qui reste en poste jusqu'en 1015; il porte les titres de *Qâ'id al-djuyûsh* et de *Mukhtar al-Dawla*; il est remplacé par un militaire turc, Sâtakîn *Sahm al-Dawla*. Celui-ci est destitué en 1018 et remplacé par Abû Mansûr ʿAlî b. Ahmad al-Dayf *Sadid al-Dawla*, personnage qui a exercé et exercera ensuite d'autres fonctions gouvernementales en Syrie, et celui-ci à son tour en 1019 par Abû l-Qâsim ʿAbd al-Rahmân (ou ʿAbd al-Rahîm) b. Ilyâs, un très haut personnage, cousin et héritier présomptif d'Al-Hâkim. Pendant toute cette période, la population de Damas, élites et plèbe, semblent avoir enregistré passivement cette succession rapide de gouverneurs.

En 1021 ʿAbd al-Rahîm b. Ilyas est remplacé par Abû l-Mutâc ibn Hamdân *Wadîh al-Dawla*, qui avait déjà occupé le poste pendant quelques mois de 1011, et ne reste qu'un mois; puis arrive un Turc, *Shihâb al-Dawla* Sakh Takîn, qui meurt en 1024. On retrouve alors à Damas comme chef militaire fatimide le Hamdanide *Wadîh al-Dawla* Abû l-Mutâc Dhu l-Qarnayn. C'est lui qui commande la défense de la ville durant la grande attaque des tribus arabes de Syrie soulevées contre le pouvoir fatimide en 1024. Pour une fois unis, les Kilâb, les Kalb et les Tayy' envisageaient, on l'a dit, un partage du pays entre les trois groupes, Damas devant revenir aux Kalb qui l'assiégeaient principalement. La population, armée, participe activement à la défense aux côtés de la garnison fatimide, principalement maghrébine. Mais les Damascains jouent un jeu ambigu, et ne perdent pas le contact avec les Kalb et leur chef Sinân b. al-Bannâ *Samsam al-Dawla*, qui ambitionnent de s'emparer de la ville et de la gouverner. Les Kalb n'étaient pas assez forts pour faire aboutir ce projet et durent renoncer (début 1025 probablement), alors

qu'au même moment les kilabites Banû Mirdas réussissaient à s'emparer d'Alep. Sinân b. al-Bannâ étant mort en 1028, son neveu Râfi<sup>c</sup> b. Abi l-Layl *‘Izz al-Dawla* se rallie aux Fatimides qui le reconnaissent comme chef des Kalb. En 1029, ceux-ci participent aux côtés des troupes fatimides à la grande bataille d'Uqhuwâna, près du lac de Tibériade, où les tribus insoumises des Kilâb et surtout des Tayy’ subissent une défaite complète remportée par le général turc Anûsh Takîn. Ce dernier, décoré des titres prestigieux de *al-Amîr al-Muzaffar Sayf al-Imâm wa ‘Uddat al-Khilâfa Mustafâ al-Mulk Muntadjab al-Dawla*, gouverne ensuite Damas et la Syrie, sauf Alep où les Banû Mirdas ont pu se maintenir malgré la défaite arabe. Il lutte contre ces derniers et contre les Byzantins, et se réconcilie avec les tribus rebelles. Mais sa politique trop indépendante le fait soupçonner de vouloir restaurer un grand pouvoir syrien indépendant du Caire. Tombé en disgrâce alors qu'il venait de s'emparer d'Alep, il est chassé de Damas, et meurt peu après (en 1042). Alep est récupérée par les Mirdassides, et Damas reçoit comme gouverneur, après un al-Husayn b. Ahmad dont on ne sait rien, le hamdanide *Nâsir al-Dawla wa Sayfu-hâ Dhû l-Madjdâyn* Abû Muhammad al-Hasan b. Hamdân, neveu du *Wadîh al-Dawla* Abû l-Mutâ<sup>c</sup> qui avait été nommé en 1011, 1021 et 1024. Il est destitué en 1048 pour avoir échoué à reconquérir Alep. On envoie alors en Syrie une grande armée très composite avec à sa tête un vieil eunuque noir, Rifq al-Khâdim, décoré des titres de *Amîr al-Umarâ’ al-Muzaffar Fakhr al-Mulk ‘Uddat al-Dawla*, qui est tué en attaquant Alep. D'autres hauts fonctionnaires fatimides, toujours parés de laqabs ronflants, lui succèdent, dont le Turc *Tammâm al-Dawla Qawwâm al-Mulk Dhû l-Riâ’satayn* Abû Mansûr Subuktakîn (1060-1061), et l'émir hamdanide *‘Uddat al-Dîn wa l-Dawla* Abû ‘Alî al-Husayn, fils du Al-Hasan *Nâsir al-dawla* destitué en 1048 (1058 et 1061).

Entre 1063 et 1068 alternent plusieurs gouverneurs, en particulier l'arménien Badr al-Djamâlî (*Tâdj al-Umarâ’ al-Muzaffar Muqaddam al-Djuyûsh Sharaf al-Mulk ‘Uddat al-Imam Thiqat al-Dawla*) et le berbère kutamite *Hisn al-Dawla* Haydara b. Manzû. En 1069, le fils de ce dernier qui vient de mourir, s'étant allié aux Kalb qui étaient redevenus actifs autour de la ville, s'empare du pouvoir, avec le même laqab de *Hisn al-dawla* que son père. Il contrôle difficilement une situation, très instable, avec les rivalités entre les Maghrébins et les contingents orientaux d'une part, et la réactivation de l'agitation aussi bien des ahdâth de la ville même que des Banû Kalb à l'extérieur d'autre part. En dépit de cela et de sa grande impopularité parmi les habitants, il parvient cependant à consolider quelque temps son pouvoir, profitant d'une conjoncture très troublée dans l'empire fatimide. C'est dans ces années que les Turcs seldjoukides, maîtres de Bagdad depuis 1055-1060,

s'établissent en Syrie; ils vassalisent Alep en 1070 et occupent Ramla et Jérusalem en 1071. Ibn Manzû parvient à résister à leurs attaques quelques années grâce à ses troupes maghrébines, mais les Damasains qui le détestaient ayant pris des contacts avec les Seldjoukides, il s'enfuit en 1075. Un autre chef militaire berbère, *Zayn al-Dawla* Intisâr b. Yahyâ al-Masmûdi, estimé de ses hommes aussi bien que des habitants de la ville tente encore de résister, puis doit à son tour abandonner la pertie quelques mois plus tard, dans l'été 1076. Le chef seldjoukide Atsiz, qui tient la Palestine, entre alors à Damas où la *khutba* cesse d'être prononcée au nom des califes Fatimides du Caire pour être dite au nom des Abbassides de Bagdad.

Face à cette histoire extrêmement cahotique, celle d'Elvira/Grenade paraît des plus simples et des plus tranquilles. La ville ne connaît aucun épisode politique connu sous le califat. Lors de la crise de ce dernier à la suite de la " Révolution de Cordoue " de 1009, son gouvernement est cédé par le calife Sulaymân al-Musta'in, lors de son second règne (1013-1016) à l'un des contingents berbères qui l'ont aidé par deux fois à s'emparer du pouvoir à Cordoue. Ces soldats maghrébins de l'armée califale, qui sont peut-être un millier, sont des Sanhâdja, dirigés par une famille, les Zirides, dont le chef est Zawî b. Zirî. D'après le dernier représentants de la dynastie fondée par Zâwî et ses parents, l'émir 'Abd Allâh, les habitants de la cité étaient à la fois si démilitarisés et si divisés entre eux qu'ils se livrèrent d'eux-mêmes à la domination protectrice des Zirides et de leur petite armée sanhâdjienne. Sans doute le récit du dernier souverain ziride, dépositaire vraisemblablement d'une tradition favorable à sa famille vieille de près d'un siècle, et qui ne dit rien de l'établissement des contingents berbères par Sulaymân al-Musta'in, ne peut-il être pris entièrement pour argent comptant. On peut s'étonner qu'un pouvoir tribal étranger se soit imposé aussi facilement à une ville importante, chef-lieu d'une " kûra militaire ", dont les éléments arabes portaient encore les armes un demi-siècle plus tôt. Il me semble qu'il est plus facile de le comprendre en tenant compte de l'évolution culturelle de l'arabisme évoquée plus haut. Une fois établis à Grenade, ces berbères virent d'un bon œil les prétentions des Hammûdides au califat et leur installation à Cordoue, et se rallièrent à ce pouvoir maghrébin, constituant pendant quelques décennies leur appui le plus solide en Andalousie. On sait qu'ils transfèrent leur capitale d'Elvira à Grenade et, sur ce site, résistent victorieusement à l'attaque que mènent contre eux en 1018 les chefs *saqâliba* et Andalous des taifas en formation de la partie orientale de l'Andalus. Le but de l'expédition était d'abattre le pouvoir hammûdide de Cordoue, en s'attaquant d'abord à leur appui le plus solide, pour restaurer un califat omeyyade.

En 1025, Zâwî b. Zîrî, peu confiant dans l'avenir de ce pouvoir berbère en al-Andalus, et secrètement désireux de s'emparer du pouvoir que détenaient ses parents, les Zirides de Kairouan, abandonne Grenade pour l'Ifrîqiya, laissant sur place son neveu Habûs b. Mâksan, le premier véritable "souverain" de la taifa, qui règne de 1025 à 1038. Lui succède son fils Abû Manâd Bâdis, qui occupe le pouvoir jusqu'en 1073, date à laquelle il est remplacé à sa mort par son petit-fils ʿAbd Allâh, qui sera destitué en 1090 par les Almoravides. La titulature de ces émirs zirides de Grenade n'est ni très riche ni très précoce comparativement à ce que l'on constate dans d'autres taifas. Le monnayage, lui-même peu abondant, frappé à Grenade sous Bâdis est pour une part exclusivement au nom des califes hammudides de Málaga et Ceuta. Mais sur d'autres monnaies de l'époque de Bâdis figure un *al-hâdjib Sayf al-Dawla* (on sait que le père de l'émir ʿAbd Allâh, fils de Bâdis, portait ce laqab). Quant à Bâdis lui-même, il prit le titre d'*al-Muzaffar*, à une date incertaine qui correspond peut-être au moment où les Zirides abandonnèrent la cause des Hammûdides (ils prennent Málaga en 1057). Après lui, de rares monnaies indiquent la titulature de l'émir ʿAbd Allâh: *Al-Muzaffar bi-llâh* et *Al-Nâsir li-dîni-Llâh*. Son frère Tamîm, qui gouverne Málaga, l'ancienne capitale hammudide, porte des laqabs identiques.

Les Mémoires du dernier souverain de la taifa de Grenade donnent peu d'indications sur les rapports du pouvoir berbère, fortement appuyé sur une armée essentiellement maghrébine (et qui intègre des Zanâta après la disparition des petits émirats de cette origine) avec la population de Grenade. Ils semblent avoir été bons au début: lorsque la ville, qui est encore Elvira, est menacée par l'attaque des chefs des villes du *Sharq* et de la Marche, Saqâliba et Arabes, appuyant la tentative d'Al-Murtadâ en 1018, les habitants, auxquels Zâwî b. Zîrî avait proposé de se retirer pour ne pas mettre les civils en péril, s'en seraient remis aux Berbères pour leur défense. Ceux-ci auraient répliqué: "Nous ne vous imposerons pas de nous verser l'argent que vous nous avez offert d'emblée, mais vous l'emploierez à votre usage particulier pour fortifier (la défense) de votre ville en recrutant parmi vous des piétons que vous paierez pour qu'ils vous servent de miliciens... et vous donnerez des montures à ceux que vous savez pouvoir faire la guerre, ou vous vous construirez un rempart sans lequel il est à craindre que votre assaillant ne se faufile par une brèche". Les gens d'Elvira, ajoute l'émir, approuvèrent ce discours et, pleins d'ardeur, tombèrent tous d'accord pour se choisir une montagne abrupte et un point d'appui haut perché pour y édifier leurs demeures, s'y transporter tous ensemble, et en faire la nouvelle capitale.

Par la suite, les relations furent sans doute moins idylliques que ne le laisserait penser ce passage des Mémoires, qu'il faut sans doute d'ailleurs

prendre avec quelque précaution. Avant même que des difficultés ne surgissent du fait de la politique trop accommodante du dernier émir avec les chrétiens, et des impôts trop lourds destinés à payer les *parias* au roi de Castille, Bâdis est réputé avoir eu l'intention de faire périr tous les habitants arabes de sa capitale, en profitant de la prière du vendredi à la Grande Mosquée pour les massacrer, de façon à ne plus avoir à Grenade que des Berbères et des esclaves noirs. L'observation de son vizir juif Ibn Nagrella, que s'il exterminait les Arabes de Grenade il s'attirerait la haine inexpiable de tous les autres habitants d'al-Andalus, ne l'aurait pas dissuadé de mettre son projet à exécution. Mais le vizir ayant fait prévenir discrètement les Arabes de Grenade du piège qui les attendait, ceux-ci s'abstinrent de venir à la mosquée le jour où Bâdis avait fait préparer ses troupes en prévision du massacre. Seuls assistèrent à la prière les gens du bas peuple et les notables berbères. Cet épisode est relaté initialement par Ibn Hayyân, mort en 1076, qui est exactement contemporain des faits. On n'en conclura peut-être pas à la totale fiabilité d'un récit qu'aucune autre source ne permet malheureusement de confirmer ou d'infirmer; en revanche le fait qu'un auteur ayant vécu à cette époque considère l'ensemble de la population de Grenade, du moins la classe des notables, comme des Arabes n'est pas sans intérêt.

L'histoire d'Elvira/Grenade et celle de Damas entre le VIII<sup>e</sup> et le XI<sup>e</sup> siècle commence donc par l'implantation de guerriers arabes qu'unit une communauté d'origine, puisque ce sont des *djundî*/s damascains qui s'établirent initialement à Elvira, ce qui vaut, on l'a vu, à la kûra de cette ville d'être couramment appelée "djund de Damas" dans les sources andalouses. Moins connu, et résultat d'un curieux hasard historique témoignant du dynamisme des groupes berbères du Maghreb oriental à l'époque fatimide, est le parallélisme entre les redditions de Damas aux Seldjoukides en 1076 et de Grenade aux Almoravides en 1090. Dans les deux cas, la ville, défendue par une garnison berbère détestée des habitants arabes et un gouverneur de même origine, *Zayn al-Dawla* Intisâr b. Yahyâ al Masmûdi dans un cas, *Al-Muzaffar bi-Llâh* ʿAbd Allâh b. Buluggîn al-Sanhâdji dans l'autre, doit se livrer à un conquérant, réformateur politico-religieux paré du prestige de la nouveauté. Entre temps, d'autres points de contact apparaîtraient: ainsi en 1018, si l'on en croit l'émir ʿAbd-Allâh, les Grenadins aident-ils Zâwî b. Zîrî et ses guerriers sanhâdjiens, partisans du califat hammûdide, à défendre leur cité contre l'attaque des chefs *saqâliba* et arabes du Sharq al-Andalus, un peu de la même façon que six ans plus tard, en 1024, la population de Damas participe, aux côtés d'une garnison principalement berbère que pourtant elle n'aime guère, à la défense de la ville par le gouverneur hamdanide *Wadîh al-dawla*, qui sert le califat fatimide, contre une coalition tribale qui tente de

s'en emparer. Ce sont ces similitudes, peut-être un peu anecdotiques mais au moins curieuses et qui peuvent faire réfléchir sur les destins des deux villes, qui m'ont incité à la comparaison d'ensemble qui précède.

Il s'agit de deux villes "arabes", sans doute de façon différente, l'une ethniquement, l'autre "historiquement" et culturellement, dans la mesure où ses classes dirigeantes se veulent telles, du fait de l'immigration originelle des *djundi/s* damascains du VIII<sup>e</sup> siècle, et du fait de l'évolution à la fois politique, linguistique et intellectuelle des élites. Du point de vue de l'histoire du pouvoir politique, on pourrait comparer la façon dont, avec du retard en al-Andalus, l'usage des *laqab/s* souverains, apparus en Orient avec les Abbassides pour les laqabs en *Allâh* et avec les Bouyides et les Hamdanides pour les laqabs en *Dawla*, se diffuse à des dates différentes selon les lieux pour caractériser les pouvoirs urbains. Mais les cas de Damas et de Grenade ne sont que des modalités particulières d'une évolution générale. On connaît top mal la vie intérieure de Grenade au XI<sup>e</sup> siècle pour pouvoir pousser très loin la comparaison en ce qui concerne les relations des deux populations urbaines avec un pouvoir qui n'est autochtone que dans les périodes de crise et de désordre, et qui s'appuie en temps normal sur une force armée étrangère, majoritairement maghrébine dans les deux cas du fait du curieux hasard historique déjà relevé. Dans les deux cas, le caractère étranger du pouvoir et de son support militaire ne semble pas considéré comme un fait anormal par les classes socialement et intellectuellement dominantes, qui cependant semblent témoigner d'une plus grande capacité de réaction à Damas. Les différences principales résident dans le caractère monarchique du pouvoir à Grenade, gouvernoral à Damas, encore que dans les années 1016-1050 environ les Zirides soient officiellement considérés comme investis du pouvoir par les Hammûdides, dans le rôle très important des *ahdâth* à Damas, qui n'ont aucun correspondant visible en al-Andalus, ainsi que, bien évidemment, dans l'intervention constante dans la vie politique syrienne des grandes tribus arabes nomades ou semi-nomades. A Grenade, le "tribalisme" effectif ne se trouve plus au XI<sup>e</sup> siècle que dans l'élément militaire berbère.

